

● (1752)

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) a attaché beaucoup d'importance au fait que le Canada interdisait à la SEE de consentir des prêts à l'Afrique australe. La Société pour l'expansion des exportations n'a consenti aucun prêt à ce pays en quinze ans. Par contre, nous savons que le consulat canadien à Johannesburg offre, par l'intermédiaire des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce, une aide technique aux sociétés canadiennes qui désirent faire des affaires dans ce pays. C'est vouloir faire d'une pierre deux coups.

Nous ne demandons rien à aucun autre pays, mais il est certaines choses que le gouvernement pourrait faire. Nous disons que l'apartheid est abjecte. Si nous disons cela sincèrement, alors nous devons prendre des mesures pour le faire voir.

M. Philbrook: Que dire du Guatemala?

M. Rodriguez: Le député parle du Guatemala. Je suis heureux qu'il mentionne ce pays, mais nous y reviendrons plus tard.

M. Philbrook: Deux poids deux mesures.

M. Rodriguez: Qu'avons-nous accompli par cette approbation de facto du régime de l'Afrique du Sud? Des banques canadiennes se précipitent pour prêter de l'argent à l'Afrique du Sud. Si des Canadiens soucieux de la situation reconnaissent l'hypocrisie de la position que nous prenons sur le plan international, on leur dit que l'argent prêté ne sert vraiment pas au gouvernement sud-africain, que cela ne constitue en sorte qu'une bien petite partie de l'ensemble et que bien d'autres banques du monde prêtent de l'argent à l'Afrique du Sud. John Vorster aurait dit—et il faut bien prendre sa parole—que chaque nouvel investissement en Afrique du Sud est une pierre qui vient s'ajouter à la muraille qui garantit la continuité de son pays. Le chef du gouvernement sud-africain veut dire par là que pour croître et continuer d'exister, le régime de cet État a besoin d'investissements de ce genre venant des banques canadiennes.

Nous avons été de plus tartuffes dans notre attitude envers l'Afrique du Sud. Les Canadiens abhorrent les principes sur lesquels le régime est fondé. Nos propres principes vont tout à fait à l'encontre de l'apartheid, mais notre gouvernement est disposé, dans les faits, non seulement à appuyer le régime mais encore, qui plus est à l'aider. Par exemple, nous avons conclu avec l'Afrique du Sud un accord au sujet de la double imposition pour exempter les sociétés qui font affaire avec ce pays de verser l'impôt aux deux États. Ces sociétés ne sont donc imposées que dans un seul pays. Si cela ne perpétue pas le régime sud-africain, je ne sais pas ce qu'il faut de plus.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit aujourd'hui que nous devons attendre de voir la réaction des autres gouvernements. Pourquoi cet attentisme? Ne savons-nous pas ce qui est juste et équitable aux yeux de la communauté internationale?

La Suède, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne n'ont pas mis beaucoup de temps à reconnaître ce qu'il fallait faire à l'égard des investissements au Chili. C'est de ce pays que je voulais ensuite parler. Le régime Allende était un

Aide à l'étranger

régime élu légitimement et démocratiquement dans le pays d'Amérique latine qui avait eu des gouvernements démocratiques depuis le plus longtemps. C'était un gouvernement qui avait été élu légalement et pourtant voilà qu'aujourd'hui, deux représentants de la société ITT sont accusés de parjure. Ils se sont parjurés devant un comité sénatorial en niant que leur société s'était employée à saper le régime. Il a été établi que la compagnie avait effectivement sapé le régime. Nous avons obtenu des témoignages en ce sens d'Amnesty Internationale, de groupes religieux et de personnes qui ont été incarcérées et torturées au Chili.

Que fait le gouvernement? Nous constatons que la Société pour l'expansion des exportations épaula les sociétés Noranda et Falconbridge qui vont s'établir là-bas. Un milliard de dollars ont été investis dans une mine de cuivre au Chili alors que nous aurions pu utiliser cet argent au Canada pour créer des emplois. Ces gens-là s'empressent d'aller exploiter la misère des Chiliens.

Voilà deux exemples de régimes qui, aux yeux de n'importe quel gouvernement honnête et qui se respecte, renient totalement les droits civils et exploitent l'humanité. Le gouvernement devrait ordonner à ses organismes de retirer leur aide à ces pays. Le gouvernement devrait donner l'exemple au monde entier et aux Canadiens et montrer qu'il ne parle pas en l'air.

Je n'irai pas plus loin, monsieur l'Orateur, car j'aimerais que cette mesure aille en comité et finisse par être adoptée.

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, avant de commencer, j'aimerais savoir à quelle heure vous comptez ajourner l'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire étant donné que nous avons commencé à 5 h 10.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Le Règlement ne nous permet pas de siéger au-delà de 6 heures.

M. Roche: Comme il est 6 heures moins deux, je me limiterai à une ou deux phrases. Je ne veux pas étouffer ce bill. Je préférerais qu'il aille en comité.

Je félicite le député d'Egmont (M. MacDonald) de nous avoir présenté pour la deuxième fois, en l'espace de 15 jours, un bill concernant l'aide étrangère. En fait, le député nous demande d'étayer nos beaux principes à l'égard des droits de la personne par des mesures plus concrètes. Il demande que ce bill soit étudié par un comité. Il faudrait absolument que le comité des affaires extérieures et de la défense nationale étudie sérieusement la question et aille au cœur du problème.

Je recommande ce bill à l'attention des députés. Son temps viendra. Un beau jour, le député d'Egmont verra son idée se concrétiser. Il n'est pas encore 6 heures.

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord féliciter très sincèrement le député d'Egmont (M. MacDonald) d'avoir présenté ce bill. Sans aucun doute, la question dont nous discutons ici aujourd'hui porte sur le plus noble des principes, celui de la dignité humaine. Malheureusement, ceux d'entre nous qui se croient obligés de signaler certaines difficultés...